

Qu'est-ce qu'une société juste ?

Introduction de
Michel Camdessus

81^e session des Semaines Sociales de France

24-26 novembre 2006

Palais du CNIT - Paris La Défense

Bienvenue à la 81^e semaine sociale.

Il était grand temps que nous nous demandions : « Qu'est-ce qu'une société juste ? ». Déjà l'an dernier, à la fin de notre rencontre, avec l'embrassement des banlieues au cours de ce terrible mois de novembre 2005, la question de la justice de notre société s'était brutalement invitée à nos réflexions. Nous étions interpellés : sur quels fondements devrions-nous rebâtir la cohésion sociale dont nous apercevions les multiples déchirures ? Quel sens de la justice nous faudrait-il mieux vivre et mieux transmettre ?

Cette année, la question devient plus incontournable encore parce que nous sommes à la veille d'une échéance essentielle de la vie démocratique de notre pays, parce que la crise, même si elle s'est quelque peu apaisée, demeure latente, mais également parce que là où il y a crise, il y a danger, certes, mais aussi opportunité de changement vers un progrès, et c'est notre vocation aux Semaines sociales d'en rechercher les chemins.

Nous allons devoir voter, c'est-à-dire que nous avons le devoir d'être personnellement au clair sur la situation réelle de notre pays, de l'Europe et du monde quant à la justice. Il nous faut apprendre à mieux discerner les injustices et à leur imaginer des réponses. Poser aujourd'hui la question de la justice, faire tout ce qui est en notre pouvoir pour qu'elle soit au cœur du débat qui s'ouvre, n'est pas facultatif. C'est un devoir citoyen premier pour quiconque reconnaît qu'il y va de notre humanité même. Le chrétien doit se reconnaître à son engagement pour la justice, et cela est vrai tout autant de l'homme, tout simplement. Placer nos travaux et nos engagements dans cette perspective participe aussi de ce souci de réhabilitation de l'engagement politique dont, chaque année, nous soulignons l'urgente nécessité.

Vous avez reçu et médité notre programme ; vous en avez reconnu la trame habituelle, avec en particulier l'après-midi de samedi consacrée à neuf ateliers qui aborderont la question de la justice sous quelques uns de ses aspects essentiels. Je voudrais simplement vous signaler les trois accents nouveaux que nous avons cherché à lui donner. Nous aimerions que cette Semaine reflète davantage notre implantation régionale de plus en plus étendue ; nous aimerions qu'elle aboutisse à des propositions plus concrètes, sans nous laisser intimider par les risques de fausses interprétations que cela peut comporter dans une saison chaude du calendrier politique ; enfin, que sa perspective soit, plus que d'habitude, plus européenne et mondiale, sans oublier cependant que nous avons chez nous des questions immédiates à résoudre.

Cette session sera donc plus régionale et plus concrète parce qu'elle a été préparée activement dans nos quatorze antennes et ce travail a donné lieu à la remontée d'un très grand nombre de propositions (de l'ordre de 500 à 600), que nous avons méditées et dont nous avons extrait la quintessence sous la forme de douze propositions précises -encore améliorables évidemment- que nous présenterons dès demain et après-demain à des personnalités politiques de premier plan pour qu'elles puissent s'en inspirer ou nous dire le bien ou le mal qu'elles en pensent. Ces propositions seront aussi retravaillées ou complétées dans le cadre des ateliers de samedi après-midi et le résultat de tous ces travaux sera repris dans nos conclusions finales pour que nous puissions essayer, au cours des six prochains mois, de les introduire de notre mieux dans le grand débat qui s'ouvre pour notre pays.

Permettez-moi de vous dire que ces propositions se situent sur un chemin de crête. Elles visent à introduire des changements hardis tout en demeurant dans le domaine de ce qui est réalisable dans la France d'aujourd'hui, et sans répéter ce qui est déjà plus ou moins dans tous les programmes. Inutile de vous dire combien vos suggestions, vos réflexions, vos jugements nous seront nécessaires pour en faire des contributions vraiment utiles, dans la ligne de la grande tradition des Semaines sociales et de leur contribution, tout au long de leur histoire, au progrès

social de notre pays, comme un document -analysant nos contributions des vingt dernières années et mis en distribution demain- vous le rappellera.

Nous avons voulu aussi étendre davantage nos réflexions à l'espace européen puisque nous savons combien l'Europe sociale est un thème essentiel des débats sur le devenir de l'Union européenne, et je suis heureux de vous dire qu'avec nos amis européens du groupe « Initiative chrétienne pour l'Europe » qui participe avec nous à cette Semaine sociale, nous allons tenter de finaliser ce soir une déclaration apportant notre contribution à la prochaine célébration, en mars prochain à Rome, du cinquantième anniversaire du Traité du Marché commun.

Tout ceci nous amène à improviser quelque peu et j'espère que le cours de nos travaux n'en souffrira pas trop. Notre désir d'interpeller des personnalités politiques de premier plan n'a pas pu se réaliser exactement comme nous le souhaitions, compte tenu des disponibilités des uns et des autres. Il est devenu évident que nous ne parviendrons pas à les faire débattre entre eux. Néanmoins, quatre grandes forces politiques seront représentées ; trois d'entre elles dimanche matin avec M. Michel Sapin, ancien ministre des Finances socialiste et président de la région Centre, M. François Bayrou et Mme Dominique Voynet. L'UMP sera représentée par M. Nicolas Sarkozy qui, compte tenu de ses responsabilités gouvernementales, ne pourra pas être là dimanche mais s'exprimera samedi matin dans un cadre strictement identique à celui des trois autres représentants. Chacun d'entre eux nous présentera -en 10 à 15 minutes- sa réponse à la question : « Qu'est-ce qu'une société juste ? ». Puis ils seront interrogés par le même journaliste, M. François Ernenwein, de La Croix, qui dialoguera avec eux sur les douze propositions sur lesquelles nous sommes en train de travailler.

Merci de votre patience et d'accepter toutes les difficultés que pourra impliquer un programme aussi dense pour une session :

- qui prenne mieux en compte nos diversités régionales,
- qui nous soutienne dans nos engagements concrets pour une société plus juste et plus fraternelle,
- qui nous aide à devenir plus authentiquement citoyens et de notre pays et d'Europe,
- solidaires, enfin, des plus pauvres dans le monde.

Puisse-t-elle aussi pour cela contribuer à changer nos cœurs et à faire de nous des hommes et des femmes assoiffés de justice.

**_